

ACTION URGENTE

HONDURAS. LES MEMBRES D'UNE ONG SOUS SURVEILLANCE ET VICTIMES D'AGRESSIONS

Plusieurs membres du COFADEH – importante organisation hondurienne de défense des droits humains basée à Tegucigalpa, la capitale du pays – ont signalé être surveillés et faire l'objet d'agressions depuis ces dernières semaines. Les autorités honduriennes doivent se conformer à l'ordre de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme de prendre des mesures efficaces pour protéger ces personnes et leurs familles.

Depuis le 13 mai 2014, des membres du Comité des familles de détenus et disparus du Honduras (COFADEH), importante organisation de défense des droits humains, affirment que leurs locaux de Tegucigalpa sont surveillés. Ces personnes ont dit avoir vu la même voiture rouge aux vitres teintées garée près de l'entrée de leurs bureaux à la même heure tous les matins, au moment où elles se rendent au travail. Le 29 mai vers 10 heures, un homme a été vu prenant des photos du bâtiment. À la même période, un autre homme portant une arme à feu a été vu près des bureaux du COFADEH.

Le 4 juin, une des membres du personnel, qui avait assisté peu avant à une réunion portant sur les déplacements forcés, organisée dans un hôtel de Tegucigalpa, a été enlevée et détenue pendant deux heures. Elle a pris place dans un taxi où se trouvaient deux femmes et un homme, qui l'ont violemment frappée au visage avec la crosse de leurs armes et blessée à la jambe, au cou et à la main avec un crayon, et ont essayé de l'étrangler avec un câble. Ces individus l'ont détenue pendant deux heures et lui ont volé ses effets personnels avant de la libérer. Le 15 juin, la même personne s'est fait agresser dans une rue près des locaux du COFADEH.

En novembre 2009, la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) a appelé les autorités honduriennes à protéger les membres du COFADEH et leurs familles. Néanmoins, ceux-ci affirment que jusqu'ici, les autorités n'ont pris aucune mesure efficace pour assurer leur protection. Par exemple, la police ne patrouille plus régulièrement autour des bureaux du COFADEH depuis deux mois, contrairement à un accord passé précédemment.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à diligenter une enquête indépendante, minutieuse et impartiale sur l'enlèvement, les agressions et la surveillance dont ont été victimes les membres du personnel du COFADEH ;
- exhortez-les à prendre des mesures immédiates pour se conformer à l'ordre de la CIDH de protéger ces personnes et leurs familles, dans le respect de leurs souhaits ;
- rappelez-leur que les défenseurs des droits humains ont le droit de mener leurs activités sans restrictions injustes ni craintes de représailles, conformément à la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'Homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 30 JUILLET 2014 À :

Procureur général

Oscar Chinchilla Banegas
Ministerio Público, Lomas del Guijarro
Avenida República Dominicana
Edificio Lomas Plaza II
Tegucigalpa, Honduras
Fax : +504 2221 5667
Twitter : @MP_Honduras
Formule d'appel : *Señor Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,*

Ministre de l'Intérieur

Arturo Corrales
Secretaría de Estado en el Despacho de Seguridad
Aldea el Ocotal, Antiguo Local de la Academia Nacional de Policía
Tegucigalpa, Honduras
Courriel : comunicacioncnds@gmail.com
Formule d'appel : *Estimado Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Copies à :

Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras
(COFADEH)
Barrio La Plazuela, Avenida Cervantes
Casa No. 1301, Tegucigalpa, Honduras
Courriel : prensacofadeh@gmail.com

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays (adresse/s à compléter) :
nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

HONDURAS. LES MEMBRES D'UNE ONG SOUS SURVEILLANCE ET VICTIMES D'AGRESSIONS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le COFADEH a été fondé en 1982 par des parents de militants politiques, d'étudiants et de responsables syndicaux qui avaient « disparu » aux mains des forces de sécurité sous le régime militaire. Depuis, il continue de recueillir des témoignages de victimes, de protéger les personnes en danger et de soutenir ceux qui réclament justice.

Les défenseurs des droits humains risquent fortement de subir des violences au Honduras. Selon la Commission nationale des droits humains, 30 journalistes et 70 avocats y ont été tués depuis janvier 2010. Selon les informations dont dispose Amnesty International, parmi les dizaines d'affaires d'atteintes aux droits humains et de violences perpétrées à l'encontre de défenseurs des droits humains au cours de ces cinq dernières années, une seule a vu les responsables jugés, déclarés coupables et condamnés. Pour en savoir plus, consultez *Open letter to the presidential candidates of the Republic of Honduras*, <http://www.amnesty.org/en/library/info/AMR37/014/2013/en>.

En juin 2014, le Congrès hondurien a approuvé la version préliminaire d'un projet de loi visant à protéger les journalistes, les défenseurs des droits humains et les agents du système judiciaire. Au vu des violences dont ces personnes font l'objet, il est essentiel que cette loi soit approuvée et promulguée, et que des ressources adéquates, financières et humaines, soient consacrées à la mise en place d'un mécanisme de protection efficace.

Personnes concernées : membres du COFADEH
Hommes et femmes

AU 156/14, AMR 37/007/2014, 18 juin 2014

